



LABOUR PARTY. DERRIERE LES ACCUSATIONS D'ANTISEMITISME PORTEES CONTRE JEREMY CORBYN...

Par Nathanaël Uhl

Avril 2018

11.000 signes

A quinze jours d'intervalle, entre fin mars et avril 2018, une partie de la communauté juive britannique est descendue à deux reprises dans la rue pour interpellier le parti travailliste et, singulièrement, son leader Jeremy Corbyn. La presse outre-Manche a fait grand cas de l'accusation d'antisémitisme au sein du Labour.

Le problème est sérieux. Depuis l'arrivée de Corbyn à sa tête en septembre 2015, 300 signalements de propos antijuifs émanant de militants ont été portés à l'attention de la commission de discipline du parti. Sur un total de 600 000 adhérents. Les réseaux sociaux, avec leur anonymat, semblent être le lieu privilégié de l'expression de la haine antijuive.

Réseaux

Ainsi, c'est via Facebook que le candidat travailliste aux élections locales à Petersborough, Alan Bull, a publié sur sa page un lien vers un article intitulé « *Un Rapport de la Croix Rouge Internationale confirme que l'Holocauste de Six Millions de Juifs est un canular* ». L'article

comprenait une photo truquée de l'entrée du camp de concentration d'Auschwitz avec le célèbre slogan, au-dessus de la porte d'entrée, transformé de l'original « *Arbeit Macht Frei* » (le travail rend libre) en « *Meuh Holocauste* ». Cette dernière expression est une référence à la notion soutenue par certains des opposants d'Israël que les Juifs utilisent l'extermination dont ils ont été victimes comme un moyen d'empêcher la critique d'Israël, a expliqué le tabloïd de droite *Daily Mail*.

Alan Bull a été suspendu du parti travailliste. La responsable de la commission de discipline, Christine Shawcroft, a dû démissionner quelques jours plus tard de cette fonction. Il lui est reproché d'avoir, un temps, souhaité la réintégration du militant. Elle a depuis présenté des excuses quant à son attitude et reconnu ne pas avoir pris connaissance de la publication au moment où elle a exprimé la volonté de ne pas exclure Alan Bull ¹. Son premier réflexe était de postuler que les publications sur les réseaux sociaux étaient souvent utilisées pour des règlements de compte entre les différentes factions du parti travailliste. Ce faisant, elle a donné crédit à celles et ceux qui accusent l'actuelle direction du Labour de ne pas prendre au sérieux les comportements et propos antisémites au sein.

Pourtant, en avril 2016, le parti travailliste n'a pas hésité un instant quand il s'est agi de suspendre Ken Livingstone. L'ancien maire de Londres, coutumier des propos flirtant avec la limite, avait affirmé : « *Hitler soutenait l'existence d'Israël jusqu'à ce qu'il devienne fou et massacre 6 millions de juifs* ». S'exprimant sur la BBC London, il se posait en défenseur d'une membre du parlement travailliste suspendue quelques jours plus tôt. Naz Shah, élue de Bradford et militante propalestinienne, avait publié en 2014 sur Facebook, des statuts évoquant la « *relocalisation d'Israël aux Etats-Unis* » comme « *solution* » au conflit israélo-palestinien. Elle avait aussi invité les personnes suivant ses publications à se mobiliser sur un sondage en ligne, signalant que « *les juifs se rassemblent* ». Après avoir estimé qu'il n'y avait pas matière à poursuite, Jeremy Corbyn avait fini par convenir, avec l'intéressée, que Naz Shah devait être suspendue du parti². Depuis, Naz Shah a été réintégrée dans ses droits mais pas Ken Livingstone.

¹ Nathanaël Uhl, [Labour party : la lutte contre l'antisémitisme en passe de devenir une cause commune](#), in Grey Britain, 3 avril 2018.

² Nathanaël Uhl, [Antisémitisme ou critique d'Israël, Corbyn finit par trancher](#), in Grey Britain, 29 avril 2016.

Débat

L'inclination libérale du leader travailliste l'amène à refuser, par principe, les sanctions pour des opinions différentes, qu'il préfère combattre par le débat. C'est aussi au nom de la liberté d'expression qu'il s'est retrouvé, lui-même, accusé de soutenir l'antisémitisme. En 2012, le street artist Mear One s'est plaint sur le réseau social Facebook que sa fresque peinte à Londres allait être effacée. Jeremy Corbyn s'en est alors ému, commentant la décision : « *Vous allez être en bonne compagnie. Rockefeller a fait détruire une fresque de Diego Rivera parce qu'elle incluait Lénine* ». Or, la fresque de Mear One représente des capitalistes et des financiers jouant à une sorte de Monopoly posé sur les épaules de pauvres. L'image utilise les codes graphiques des caricatures antisémites même si l'artiste s'en défend.

Face à la montée de colère, Corbyn a fait publier une réponse dans laquelle il exprime des « *regrets sincères* » : « *En 2012, j'ai émis un commentaire général sur l'effacement de l'art mural, sur la base de la liberté d'expression. Je pensais à la destruction de la fresque « l'homme à la croisée des chemins » de Diego Rivera sur les murs du Rockefeller center à New York. Ce n'est en rien comparable à la peinture mentionnée dans le post Facebook. Je regrette sincèrement de ne pas avoir porté assez d'attention à l'image que je commentais dont le contenu est très préoccupant et clairement antisémite. J'en soutiens l'effacement.* »

Aucun observateur sérieux ne se risquerait à qualifier Jeremy Corbyn d'antisémite. Pas même son adversaire le plus acharné, l'ancien Premier ministre travailliste Tony Blair. Directement interrogé sur le sujet dans l'émission *Newsnight* de la BBC, Tony Blair a affirmé : « *Je ne crois pas que Corbyn soit antisémite. Je ne le crois vraiment pas.*³ » L'ancien envoyé représentant au Proche-Orient du Quartet (Organisation des Nations unies, Union européenne, États-Unis, Russie), précise son propos en affirmant, en substance, que si son lointain successeur à la tête du parti travailliste est bien opposé aux politiques menées par le gouvernement israélien, il ne peut être tenu pour « *anti état d'Israël, opposé à l'existence d'Israël* ».

C'est un fait que Jeremy Corbyn est engagé en faveur de la cause palestinienne. Il a été de tous les combats de libération nationale depuis son entrée en politique dans les années 1970. Il

³ Tony Blair, émission [Newsnight](#) de la BBC, 26 mars 2018 (visionnée le 10 avril 2018).

a soutenu Nelson Mandela et l'African National Congress contre le régime d'Apartheid dans les années 80. Il a également pris le parti des nationalistes irlandais contre le gouvernement britannique tout au long des « troubles » qui ont causé près de 3 600 morts en Irlande du Nord. Ses prises de position contre la politique des gouvernements israéliens successifs contre les Palestiniens est cohérente avec cette démarche politique globale.

Conflit

C'est bien autour du conflit israélo-palestinien que se noue, aujourd'hui, la résurgence d'un antisémitisme de gauche dont on perçoit la vivacité au sein d'une minorité des militants travaillistes. Pour ces derniers, la critique de la politique du gouvernement israélien s'efface au profit d'une attaque systématique contre l'état d'Israël dans son ensemble et de ses habitants, considérés comme un tout homogène autant que juif. Ils oublient, ce faisant, qu'une partie de la population d'Israël est arabe, de confession musulmane ou chrétienne. Ces antisémites nouveaux omettent aussi que nombre d'Israéliens ne sont pas avares de critiques envers leur propre gouvernement, notamment sur la question palestinienne.

Mais l'attaque à l'endroit d'Israël permet, aussi, de s'en prendre, de manière politiquement correcte, aux Juifs qui vivent en Grande-Bretagne. C'est ce qu'a mis en exergue le rapport de la commission dirigée par Shami Chakrabarti, sur l'antisémitisme au sein du Labour Party en 2016. Ce document a aussi mis en lumière le nouveau tour qu'a pris l'antijudaïsme. Il fait désormais porter le poids de tous les désordres du monde au gouvernement israélien en place et associe, dans cette responsabilité, les Juifs qui vivent en Grande-Bretagne. Cet antisémitisme-là, bon nombre de gens, au sein du parti travailliste, y compris dans l'entourage du leader du Labour, ont du mal à le cerner car il est diffus. C'est en tous cas le propos du rabbin Dr Jonathan Romain⁴. Il ne rentre pas non plus dans le cadre d'un antisémitisme traditionnel en Europe.

En fin de compte, aujourd'hui, l'antisémitisme se nourrit de l'existence même d'Israël. Marc Lefevre, ancien porte-parole du mouvement La Paix maintenant, pointe plusieurs raisons à cette réalité nouvelle, dont la première est liée, selon lui, à la culture chrétienne prédominante

⁴ Rabin Dr Jonathan Romain, [*The Labour Party and anti-Semitism – it may not be endemic, but it is still a problem*](#), tribune au quotidien The Independent, 1er juillet 2016.

en Europe. « *Les chrétiens en général, et même ceux de gauche, ont beaucoup de mal, consciemment ou inconsciemment, à admettre une souveraineté juive sur ce qui est leur "Terre sainte".*⁵ » Même s'ils ont des difficultés à le reconnaître, ils n'acceptent un état des juifs en Israël. En Grande-Bretagne, pays non sécularisé puisque la Reine est toujours chef de l'église anglicane majoritaire, cette réalité peut trouver un écho.

La deuxième réalité à laquelle il faut faire face quand on parle de l'antisémitisme et d'Israël est que l'Occident vit sur sa culpabilisation collective vis-à-vis de la Shoah. « *La création intellectuelle, artistique, culturelle est marquée par la tentative hitlérienne d'exterminer le peuple juif, et la passivité des puissances occidentales sur ce sujet. Rendez-vous compte que dans les Mémoires de guerre de Winston Churchill il n'y a pratiquement pas un mot sur l'extermination des juifs. Nous vivons sous cette ombrelle. Pour se soulager de cette culpabilité, ici, on est bien content de trouver des juifs qui font du mal à d'autres* », estime encore Marc Lefevre⁶.

A gauche, un certain antisémitisme se cache derrière le prétexte « antisioniste », c'est-à-dire l'opposition à, stricto sensu, la revendication d'un état pour les juifs. Les observateurs les plus cohérents du conflit israélo-palestinien savent que l'Organisation de libération de la Palestine, qui rassemble le Fatah, le Front démocratique de libération de la Palestine et le Front populaire de libération de la Palestine, reconnaissent le droit à l'existence d'Israël, dans les frontières de 1967.

Ce constat factuel est révélateur. La question qui est, dès lors, posée à la gauche est celle du choix de son champ lexical politique. Camper sur une idéologie antisioniste au nom du soutien à la cause palestinienne, alors même que les organisations politiques dont s'est doté le peuple palestinien reconnaissent l'existence d'Israël, apparaît pour le moins en décalage avec la réalité...

⁵ Marc Lefèvre : « *Pas de pays pour les Juifs sans pays pour les Palestiniens* », in Le Cri du peuple, 21 juillet 2013.

⁶ Marc Lefèvre, *ibid.*